

Pascal Savoldelli (Val de Marne)

Introduction :

Alors que nous préparons le 39^{ème} congrès du Parti Communiste français, la société est confrontée à des dynamiques désormais structurelles d'implosion du système social, de pertes de repères, d'effets dominos généralisés sur fond d'hyper libéralisme dominant, de crise de la démocratie et hyper présidentialisation. Réforme des retraites, sens du travail, protection sociale, crises systémiques, guerres, menaces sur les écosystèmes, montée en puissance des extrêmes droites... Ma conviction est qu'il est vital de remettre sur le devant de la scène politique la question du communisme et de sa visée démocratique, émancipatrice. Il est plus que temps pour notre parti de s'affirmer à une place essentielle pour une nouvelle configuration politique à vocation majoritaire et de définir une orientation audacieuse, rassembleuse et à laquelle il est désirable de participer, de s'identifier. Une orientation où le communisme n'est ni étranger, ni extérieur au réveil des dynamismes créateurs dont sont porteurs les citoyens et les citoyennes.

La conscience collective fonctionne comme une force séparée par rapport à la conscience individuelle, qu'elle domine généralement. Or, aujourd'hui, la montée croissante de l'individualisme, du consumérisme et la perte du sens collectif est plus que jamais d'actualité. Pourtant, nombreux sont les camarades et sympathisants ayant signifié leur volonté de renouer avec ce temps collectif. Nombreux sont ceux et celles qui souhaitent prendre part à des réunions de travail et de discussions constructives et porteuses de changement. Face à ce constat, ce 39^{ème} Congrès s'organise dans un temps démocratique court, trop court pour une appropriation très large de la construction des décisions par des échanges d'avis et d'expériences, par la confrontation argumentée, respectueuse et fraternelle. Cette construction collective revendiquée, ce n'est pas l'unanimité mais elle se doit d'être le fondement de notre action politique.

C'est pourquoi, si ma contribution est individuelle, elle a pour principal objectif de provoquer du collectif au sein du parti communiste et même au-delà. S'appuyant sur l'expérience de la coordination d'un livre « Ubérisation, et après ? », d'une proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes, de ma qualité de rapporteur d'une mission d'information « les impacts des plateformes numériques sur les métiers et l'emploi ? », de mon engagement militant et d'un ensemble de débats voulus par des fédérations, c'est autour du sens du travail que je souhaite articuler mes propos. Alors même que notre parti s'est historiquement constitué autour de la défense des travailleurs, la précarisation de l'emploi et l'apparition durable du chômage de masse, provoque un infléchissement des luttes sociales. L'opposition traditionnelle entre culture du travail syndicale et culture économique patronale s'effrite, tout comme notre place dans le paysage politique. Tout comme nous avons progressivement vu disparaître les métiers traditionnels industriels, avec ce capitalisme globalisé et financier, nous sommes face à une nouvelle menace : une déshumanisation du sens du travail et la disparition du salariat.

L'aboutissement du rêve néo-libéral

Depuis une quarantaine d'années, l'emploi subit les conséquences du néolibéralisme. Affaiblissant les droits des travailleurs et leur protection sociale, la flexibilité du travail s'est explicitement immiscée dans les politiques de l'emploi menées par les gouvernements successifs. Loi Auroux sur la négociation collective, facilitation des temps partiels, CDD et intérim, « allègements Balladur » puis « Juppé » entraînant une baisse du coût du travail, création du statut d'auto-entrepreneur (2009), loi El Khomri (2015) ... Nous sommes aujourd'hui tributaires de politiques d'emploi obsédées par les quantités, entraînant un peu plus chaque jour une dégradation des conditions d'exercice du travail. Au détriment d'objectifs qui se compteraient en gains de qualité (des produits, du travail), ces choix politiques ne cessent de privilégier les gains de productivité et les logiques marchandes capitalistiques. Le chômage de masse que nous avons connu nous a conduit à nous focaliser sur « l'emploi », au détriment du thème plus englobant du « travail ». La notion même du « plein-emploi » a été instrumentalisée ces dernières années pour justifier ces près de 8 millions de travailleurs et travailleuses aujourd'hui précarisés. Vers le plein-emploi oui, mais demandons-nous surtout vers quel type de plein-emploi aspirons nous nous diriger ? Comme le disait Albert Camus, « mal nommer les choses c'est ajouter aux malheurs du monde ». Mais ce récit et l'avidité de profitabilité des entreprises ne servent en aucun cas les intérêts de toute la société, des travailleurs, ni l'emploi stable. Cette nouvelle soumission à un patronat soucieux de voir tomber les rigidités du marché du travail, pour soi-disant combattre le chômage, n'est qu'une conséquence de l'idéologie totalitaire du néolibéralisme nous imposant ses propres dynamiques et érigeant ainsi un nouveau dogme d'inégalité.

Le retour du travail à la pièce, du travail à la tâche

En précipitant la fin du salariat, ce modèle, impulsé par la prédominance des logiques économiques, entraîne un retour au temps d'avant le « contrat de travail », où les risques reposaient uniquement sur les travailleurs, lorsqu'ils n'avaient aucun pouvoir et où les normes sociales n'existaient pas. En misant sur le concept d'« indépendant à faux statut », les plateformes numériques recréent l'organisation et la rétribution du travail à la tâche. Elles créent de nouveaux marchés avec de nouveaux entrants qui seront de nouveaux sortants. Aujourd'hui, près d'un tiers des indépendants sont micro-entrepreneurs, cette part étant presque deux fois plus élevée parmi les 15-24 ans. Cette nouvelle population de travailleurs entretient une relation de dépendance économique et de subordination dissimulée derrière ce statut d'auto-entrepreneur. Avec l'ubérisation, le travail est fragmenté en tâches que l'on rémunère comme telles. L'activité d'appoint prend le pas sur le métier. Des conditions extrêmement précaires et des revenus mensuels d'environ 590 euros en 2019 selon l'Insee, voilà la promesse de la « boîte noire l'algorithme ». Ce capitalisme veut créer une société de serviteurs, lorsque le travail conduit à la servitude plutôt qu'à l'émancipation du sujet. On pourrait même se risquer à parler d'esclavage moderne pour décrire ce phénomène. D'autant plus lorsque l'on regarde la situation particulière de certains de ces travailleurs comme les travailleurs sans papiers Chronopost. Finalement, avec la remise en cause du salariat, c'est plus généralement la reconnaissance et la valeur du travail qui sont remises en question.

Une crise de reconnaissance

N'oublions pas que ce qui fait la qualité de travailleur, dès lors qu'il s'agit d'être utile à la vie sociale, peut être attribuée à chacune et chacun en permanence, et même lorsqu'il ou elle n'est pas concrètement « au travail » ou occupé dans un emploi. Or aujourd'hui nous avons une perte de cette reconnaissance. En effet, le travail capitaliste se traduit par un management

intense, souvent blessant voir meurtrier. La question de « l'utilité » - pour soi-même, son entreprise et la société tout entière- doit être réactualisée. Dans un contexte où le travail se confond avec « l'emploi » envisagé comme un cadeau que vous ferait l'employeur et qui vous rend dépendant de lui, combiné à la crise sanitaire et au travail d'introspection qui en a suivi, les individus sont désormais aussi attentifs aux projets auxquels on les associe qu'aux salaires qu'on leur verse. Nous pouvons notamment observer de nouvelles considérations progressistes parmi les jeunes générations. Dans leur souhait d'avoir un travail « intéressant » permettant un véritable équilibre entre vie professionnelle et vie familiale et leur réticence à prendre n'importe quel type de travail, notamment ceux où les conditions de travail et les salaires sont peu attractifs, les métiers à la chaîne, fatigants, répétitifs, dénués de sens ou ne permettant pas de développer la créativité. Cette tendance s'inscrit plus globalement dans une volonté de retrouver un nouveau rapport au travail, non plus seulement synonyme d'indépendance économique et de statut social mais désormais vu comme une boussole donnant un sens à sa vie. C'est pourquoi il est essentiel de réinvestir collectivement la thématique du travail pour répondre à ce besoin qu'il m'a été amené à constater lors de mes nombreux débats. Afin de donner un nouvel espoir, de nouvelles perspectives.

Un travail subit

Le travail tend à se confondre avec un engagement 24 heures sur 24, la carrière est désormais une succession d'emplois que chacun doit gérer. Une grande partie des métiers étant automatisée, les compétences se déplacent sur les dispositions, et notamment l'aptitude à assurer le leadership, à communiquer, à rechercher en permanence la nouveauté. Nous allons vers la fin de la hiérarchie et du salariat tout en maintenant une subordination accrue et renouvelée dans l'esprit de la start-up : chacun devient son propre employeur, une entreprise de soi...Où est l'utilité sociale d'un travail ? De quoi parle-t-on avec la valeur travail ? Si ce n'est pour les droites et leurs extrêmes que d'affirmer un travail pour produire de la valeur pour la valeur. L'argent peut avoir une sale odeur ! Cela explique notamment, qu'au-delà de l'insécurité ressentie quant à la maîtrise de leur devenir professionnel, une proportion de plus en plus grande de salariés n'imagine pas pouvoir exercer leur travail actuel jusqu'à 60 ans. Cela explique également la vivacité des débats concernant l'âge du départ à la retraite. Les conséquences d'un recul de l'âge de la retraite qui ne s'accompagnerait pas de mesures visant à améliorer les conditions de travail et son sens sont une source d'inquiétude pour la population. Son allongement étant entendu comme une sanction injuste et à l'inverse l'arrivée à l'âge de la retraite comme une « délivrance ».

La casse de la communauté travail

La casse de la communauté travail n'est pas sans conséquences. Ce phénomène exacerbe la polarisation entre les différentes catégories socioprofessionnelles : d'un côté, les salariés très qualifiés se sont éloignés des horaires standards de bureau du modèle fordien avec un allongement de leurs journées, parfois considérable. De l'autre, les salariés peu ou pas qualifiés ont vu leurs journées se réduire mais aussi se décaler ou se fragmenter selon d'autres modalités que celles du modèle post-fordiste. Mais là où il y a division, nous devons rassembler. Un partage « civilisé » du travail supposerait au contraire que la quantité de travail disponible soit à tout instant répartie sur l'ensemble de la population active, avec des mécanismes puissants de formation, de requalification et de sécurisation ainsi que d'adaptation du temps de travail tout au long de la vie. A l'inverse, misant sur la conscience individualisée au détriment de la conscience sociétale, l'idéologie néolibérale s'assure ainsi de

remporter le rapport de force entre possédants et possédés. Finalement, nous assistons à une véritable stratégie d'invisibilisation de cette lutte de classe pour assurer la domination capitaliste de nos sociétés. Cette invisibilisation est particulièrement due au fait que le modèle de l'économie collaborative - à ne pas confondre avec une économie circulaire - efface la distinction entre le client et le patron puisque chaque client croit au mirage de devenir son propre patron. Tout l'enjeu réside désormais dans la nécessité de trouver une harmonisation entre l'intérêt individuel et l'intérêt collectif. C'est là nôtre responsabilité, c'est là la responsabilité du parti communiste, afin de lutter contre une forme de désintégration du travail et de sa conscience collective.

Conclusion:

Plus que jamais, nous sommes confrontés à la dualité de la nature du travail, facteur d'émancipation et source de nouvelles souffrances. Il en va de la responsabilité de la gauche d'engager et de prendre à bras le corps ce chantier. Si l'on peut constater que cette thématique est de plus en plus réactualisée, ce n'est toujours pas suffisant. D'autant plus qu'il s'agit de ne pas laisser la droite se réapproprier une nouvelle fois un enjeu qui fonde le cœur même de notre action politique en tant que communiste, en tant que parti de travailleuses et de travailleurs. Comment penser le travail autrement ? Peut-on encore faire échapper le travail aux logiques économistes et marchandes dans lesquelles il est inextricablement emmêlé depuis le 18ème siècle et promouvoir un travail socialement utile et doté de sens, en dehors de celles-ci ? Qu'il soit considéré comme un acte d'utilité sociale et non plus seulement au prisme de la seule augmentation de la production au sens du PIB ? Car ce qui constitue la richesse de notre société, c'est son patrimoine humain, naturel et social. Tout ce qui amène à construire ce patrimoine devrait être envisagé comme producteur de valeur et par conséquent considéré comme du travail.

Il ne suffit plus d'aspirer au changement, il est temps d'envisager ce changement ! Comment me direz-vous ? « Il y a ceux qui disent et ceux qui font ». Les défis qui sont à nos portes, qu'ils soient sociaux, économiques, politiques ou environnementaux, nécessitent que nous nous placions du côté de ceux « qui font », dans une logique unitaire. Pour ce faire, il est primordial que nous recommencions à créer du lien, en commençant par ceux et celles qui sont censés alimenter notre parti. Mettons-nous à contribution de toutes celles et ceux qui souhaitent désirer autre chose, penser le changement avec la passion et la pratique de l'égalité. Redonnons un plaisir « contaminant » au parti, une plus-value de sensibilité, d'émotion et reprenons nos moyens d'actions donc d'organisation qui ne semblent plus fonctionner dans cette nouvelle configuration politique et sociale.

En nous mettant au travail et en développant de véritables initiatives politiques nous serons alors à même de faire émerger de nouvelles batailles politiques et des rapports de force suffisants. En y intégrant les syndicats, les travailleurs, les « sans... » mais aussi les « nouveaux travailleurs », prisonniers du statut d'indépendants, les camarades, les acteurs locaux... Nous devons apparaître comme une référence dans ce qui concerne la défense de la communauté de travail. C'est un consensus que nous prônons l'émancipation des toutes les formes de dominations. Selon moi, cette émancipation doit commencer par le retour de la

construction d'une communauté de travail. Il est essentiel de réaffirmer ses réseaux internes et d'y prendre une place motrice.

Nous avons beaucoup de travail devant nous et il est porteur de sens. Ce chantier ouvert par notre congrès ne peut se satisfaire de formules incantatoires ou moralisatrices, d'arguments d'autorité, de résultats électoraux surpondérés, de la polarisation de nos débats internes sur l'élection présidentielle ou encore par une sorte de rabougrissement identitaire.

Communiste enthousiaste et très préoccupé pour l'issue des travaux de notre congrès, j'espère que cette contribution parmi d'autres ne rencontrera pas de réticences, » Là où existe encore quelque chose, là règnent déjà le changement et la contradiction ».